

La guerre en Ukraine – Forum international Tours 18/11/22

Ludo De Brabander, Vrede vzw

On peut considérer la guerre en Ukraine de différentes manières. La plupart des médias partent de l'invasion russe de l'Ukraine et de la résistance héroïque des troupes ukrainiennes. Les analyses se concentrent sur la figure problématique de Poutine, le leader autoritaire souvent comparé à Hitler et s'efforçant de restaurer l'ancienne gloire de l'ancienne Union soviétique. Indéniablement, ce que fait la Russie est dangereux et irresponsable, une violation du droit international et de la souveraineté d'un pays. Elle doit être condamnée.

Le problème de cette vision étroite de la guerre est qu'elle passe sous silence la responsabilité occidentale et ignore les causes profondes de la guerre. Après tout, le conflit comporte plusieurs couches. Il a commencé comme un conflit nationaliste dans le Donbass après l'éviction de Ianoukovitch du pouvoir en février 2014, à l'époque dans un pays divisé politiquement, culturellement et économiquement. M. Ianoukovitch a dû sa victoire électorale de 2010 principalement aux votes dans l'est du pays. Sous son règne, une loi linguistique a également été votée, qui reconnaît le russe comme langue officielle dans certaines régions. Sur la deuxième couche, le rapport de force international entre l'Occident et la Russie a atteint un point bas en 2013. Kiev a été contraint de choisir entre un accord d'association avec l'UE et une union douanière avec la Russie, le Belarus et le Kazakhstan. Son est industrialisé était plus susceptible de bénéficier de bonnes relations commerciales avec les pays de l'ancienne Union soviétique à l'est. Pour l'Ouest agricole plus orienté vers l'Europe et le monde, un accord d'association était plus intéressant. Le choix d'une union douanière a entraîné une protestation populaire et la chute de M. Ianoukovitch. Le nouveau gouvernement de transition a opté pour une voie nationaliste, au mécontentement d'une partie de la minorité russe. Le Parlement a voté l'abrogation de la loi sur les langues avec les droits de la langue russe, ce qui s'est effectivement produit en 2019. Cela a conduit à des tensions et finalement à une guerre qui a fait 14 000 morts entre 2014 et la fin de 2021 et déplacé des centaines de milliers de personnes.

La principale bataille géopolitique sur cette deuxième couche oppose les États-Unis et la Russie, par le biais de l'OTAN, après l'effondrement du pacte de Varsovie puis de l'Union soviétique. L'objectif géopolitique des États-Unis après la guerre froide - tel que formulé dans la doctrine Wolfowitz (février 1992) - était que les États-Unis devaient s'efforcer de maintenir leur leadership politique et économique mondial, ce qui impliquait de combattre de nouveaux rivaux. Le résultat a été une politique de puissance arrogante visant à empêcher la montée d'une Russie forte et refusant de prendre en compte les intérêts de la Russie en matière de sécurité. Lorsque le président Clinton a évoqué pour la première fois l'élargissement de l'OTAN à la Pologne, à la République tchèque et à la Hongrie en 1993, Eltsine a répondu par deux lettres évoquant les conséquences dangereuses pour les intérêts de la Russie en matière de sécurité et plaidant pour une architecture de sécurité européenne différente. Les États-Unis ont poursuivi leurs efforts, après quoi l'OTAN s'est rapprochée de la Russie en plusieurs étapes d'expansion. Parallèlement, l'OTAN s'est transformée en une organisation agissant en dehors du territoire avec des interventions militaires en Bosnie et Serbie. La Russie a protesté mais a été fortement affaiblie politiquement, économiquement et militairement sous Eltsine. L'OTAN s'est également engagée dans une démarche globale en forgeant des alliances dans diverses régions afin de renforcer son hégémonie stratégique.

Lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il a d'abord cherché à établir de bonnes relations. Avec sa guerre en Tchétchénie, il se voyait comme un allié des États-Unis et de l'OTAN qui menaient également leur 'guerre contre le terrorisme' en Afghanistan. Mais les États-Unis sont restés fidèles à

leur politique de superpuissance arrogante. Washington annule le traité ABM en 2001. Deux ans plus tard, les États-Unis ont mené une guerre d'agression contre l'Irak, avec lequel Moscou entretenait des relations politiques. En 2007, elle travaillait sur un bouclier antimissile de l'OTAN en Roumanie et en Pologne. Les relations entre les États-Unis et la Russie se sont encore dégradées après que l'administration Bush a voulu accorder le statut de candidat à l'adhésion à l'Ukraine et à la Géorgie lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, contre la volonté de la France et de l'Allemagne. L'adhésion à l'OTAN signifierait, entre autres, que la Russie devrait renoncer à sa présence militaire (sur la base d'un accord avec l'Ukraine) en Crimée, région stratégiquement importante, et devrait partager une longue frontière avec un rival militaire. Au sein du large spectre politique de Moscou, une telle expansion sur l'ancien territoire soviétique constituait une ligne rouge absolue. En Europe, le monde politique était parfaitement conscient que cela allait détériorer les relations avec la Russie, mais ils ont laissé Washington s'en occuper. Sous l'impulsion de Washington, les relations entre l'OTAN et l'Ukraine ont été mises au point. En 1997, la commission Ukraine-OTAN a été créée. En 2009, l'intégration militaire euro-atlantique de l'Ukraine a commencé par un "programme national annuel", des manœuvres conjointes ont eu lieu et l'armement s'est intensifié, surtout à partir de 2014.

Washington a très délibérément poursuivi une politique de confrontation. Les alliés européens ont accepté que les relations avec leur grand voisin européen se détériorent, ce qui a contribué à pousser le Kremlin vers une voie plus nationaliste et militariste. Le tout premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismay, a expliqué l'objectif de l'OTAN au début des années 1950 : "to keep the Russians out, the Germans down and the Americans in". Ce n'est pas différent aujourd'hui. L'OTAN doit servir les intérêts américains en Europe. Les États-Unis mènent depuis un certain temps une politique visant à contrer l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe, car ils disposent eux-mêmes d'une capacité d'exportation de gaz en hausse. Grâce à la guerre économique avec les sanctions et les contre-sanctions, ils ont réussi à augmenter les fournitures de gaz à l'Europe.

Comme nous avons pu le voir cette semaine avec la frappe de missiles en Pologne, il s'agit d'une guerre avec un grand potentiel d'escalade dangereuse. La politique des États-Unis et de certains pays de l'OTAN consiste à affaiblir la Russie en lui fournissant des armes et des renseignements. Mais cette stratégie militaire prolonge la guerre et augmente le bilan humain et matériel. Chaque jour où la guerre se poursuit, des jeunes hommes meurent sur les lignes de front, les civils subissent violence et destruction. Cette guerre doit prendre fin car les tueries et les destructions doivent cesser. La guerre fait également des ravages en dehors de l'Ukraine. La guerre économique et les profits de guerre des multinationales de l'énergie et de l'alimentation érodent le pouvoir d'achat et constituent une catastrophe pour le sud du monde, où la faim et la pauvreté tuent des dizaines de milliers de personnes.

Le président Poutine est souvent comparé à Hitler, avec l'argument connexe que c'est une défaite militaire qui a mis fin à sa tyrannie. Il y a au moins une différence importante. Hitler n'avait pas d'armes nucléaires. Si la Russie est acculée au pied du mur et que le Kremlin ne se voit offrir aucune possibilité de sortie politique, quelle garantie avons-nous que les armes nucléaires ne vont pas s'intensifier ? Surtout, l'humiliation militaire pourrait entraîner la déstabilisation de la fédération russe et faire tomber l'arsenal nucléaire dans de mauvaises mains.

Le complexe militaro-industriel est un moteur des tensions internationales qui utilise la guerre pour faire avancer la militarisation et l'armement de l'Europe. Des dizaines de milliards d'euros sont ainsi perdus pour les services publics, la politique sociale, les soins de santé, l'éducation et l'action climatique, nécessaires à la sécurité humaine.

Le mouvement pour la paix est divisé et affaibli. Mais cela ne doit pas rester ainsi. En Italie, 100 000 personnes sont descendues dans la rue début novembre pour réclamer une politique de paix. Si tant de gens sont descendus dans la rue, c'est grâce aux syndicats. Nous devons unir nos forces, descendre dans la rue et montrer que le peuple exige une diplomatie de paix active basée sur

1. Une solution politique juste et durable
2. Respect des droits de l'homme, des droits des minorités et de la justice pour les victimes
3. Une nouvelle architecture de sécurité européenne qui respecte les préoccupations mutuelles en matière de sécurité
4. Une politique de désarmement et une zone dénucléarisée européenne
5. Investissement dans la sécurité humaine